



**PRÉSENTATION AU  
COMITÉ DES FINANCES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES  
DANS LE CADRE DE SON ÉTUDE**

**SUR**

**L'INÉGALITÉ DES REVENUS AU CANADA**

**5 avril 2013**

**Ottawa, Ontario**

**Syndicat canadien de la fonction publique**

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) est le plus gros syndicat du Canada, de même que le plus diversifié. Il représente plus de 627 000 membres qui travaillent et habitent dans pratiquement toutes les circonscriptions du pays.

Nous sommes heureux d'avoir l'occasion de vous faire part de notre opinion quant aux questions étudiées par le comité.

## Introduction

Contrairement au cliché infondé voulant que les travailleurs syndiqués et ceux du secteur public soient grassement payés, le salaire moyen des membres du SCFP est d'environ 40 000 \$ par année. Nous avons des dizaines de milliers de membres qui gagnent moins de 15 \$ l'heure. Bon nombre d'entre eux, notamment les assistants en éducation dans nos écoles et les travailleurs dans des établissements de soins de longue durée, font moins de 20 000 \$ par année.

Les problèmes liés à l'accroissement de l'inégalité des revenus ne sont pas simplement d'ordre théorique. Pour nos membres, ils sont une réalité. Ils consacrent leur vie à la prestation de services de première ligne, à titre de travailleur social ou communautaire, d'infirmière ou d'éducateurs d'enfants. L'ensemble des Canadiens bénéficie des services publics, mais les personnes qui ont un revenu modique ou qui sont pauvres *comptent* sur ceux-ci.

Une étude du Centre canadien de politiques alternatives<sup>1</sup> montre qu'en moyenne la valeur des services publics fournis à chaque Canadien est de 17 000 \$ par année. Ce montant est fort semblable pour toutes les tranches de revenus, mais chez les moins bien nantis, il se rapproche et dépasse souvent leur salaire. Les compressions dans les services publics aggravent l'inégalité des revenus et nuisent principalement aux Canadiens à faible revenu.

Au cours des dernières décennies, au Canada et ailleurs dans le monde, l'inégalité des revenus et l'écart entre les riches et les pauvres se sont accentués à une vitesse inusitée depuis les années 1930.

Selon une étude récente de Statistique Canada, le revenu indexé du 1 p. 100 des plus riches a presque doublé (il a augmenté de 96 p. 100) en 25 ans, passant de 251 250 \$ en 1982 à 492 900 \$ en 2010. Ce groupe empoche maintenant 10,6 p. 100 du revenu national comparativement à 7 p. 100, il y a 25 ans.

Pendant ce temps, le revenu réel moyen de 90 p. 100 des Canadiens moins nantis n'a augmenté que de 5 p. 100 au cours des dernières décennies, passant de 27 600 \$ en 1982 à 29 300 \$ en 2010.

Parmi le 1 p. 100 des plus riches, c'est le gotha financier qui a pris la part du lion de tous les gains en revenus, et la part du 0,1 p. 100 des plus riches a augmenté encore plus rapidement.<sup>2</sup>

La croissance des inégalités n'est pas seulement une question d'équité, c'est aussi une question de stabilité économique.

---

1 [Canada's Quiet Bargain](http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/canadas-quiet-bargain), Centre canadien Canadian de politiques alternatives, 2009  
<http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/canadas-quiet-bargain> [en anglais]

2 The Rise of Canada's Richest 1%, Armine Yalnizyan, Centre canadien de politiques alternatives, 2010

Ce n'est pas un hasard si toutes les grandes crises financières et économiques du capitalisme – la récente crise, la grande dépression des années 1930 et la longue Dépression du XIX<sup>e</sup> siècle – ont été précédées et engendrées par une période de croissance rapide des inégalités.

Des études récentes provenant de diverses sources montrent que :

- L'effet de diffusion ne fonctionne pas.
- L'accroissement des inégalités entraîne une instabilité et des crises financières.
- La croissance des inégalités nuit à l'économie.

L'ensemble de la population, et plus particulièrement les personnes à faible revenu, paie aujourd'hui le prix d'une crise économique et financière causée par l'inégalité des revenus et les politiques économiques dont profite démesurément le 1 p. 100 des plus riches.

## Quelle est la cause de la croissance des inégalités?

Selon l'Organisation de coopération et de développement économique, le Fonds monétaire international et des organismes progressistes, comme le Centre canadien de politiques alternatives et la Canadian Foundation for Labour Rights, la croissance des inégalités s'explique par :<sup>3</sup>

- Le caractère régressif des régimes fiscaux. Au Canada, le 1 p. 100 des plus riches consacre une part moins importante de son revenu aux impôts et aux taxes que le 10 p. 100 des plus pauvres.
- Les changements apportés à la politique du marché du travail, les restrictions d'accès à l'assurance-emploi (AE) et l'utilisation de programmes d'embauche temporaire de travailleurs étrangers pour faire baisser les salaires.
- L'affaiblissement du pouvoir des syndicats et du taux de syndicalisation.
- Les compressions effectuées dans les services du secteur public, ainsi que la diminution et la privatisation de ceux-ci.
- Les accords de libre-échange, qui minent la capacité de réglementation et d'établissement de normes des gouvernements.

## Les droits des travailleurs, les syndicats et les 99 p. 100

La lutte pour les droits des travailleurs s'intensifie au Canada en raison de l'intervention des gouvernements dans les négociations collectives et de la tentative de restreindre le pouvoir collectif des travailleurs et de leurs syndicats. Ce phénomène survient alors que les inégalités se creusent au Canada.

---

3 Toujours plus d'inégalité, OCDE :

<http://www.oecd.org/fr/els/soc/toujoursplusdinegalitepourquoilesecartsderevenussecreusent.htm>

Étude sur l'inégalité des revenus, FMI : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf> [en anglais]

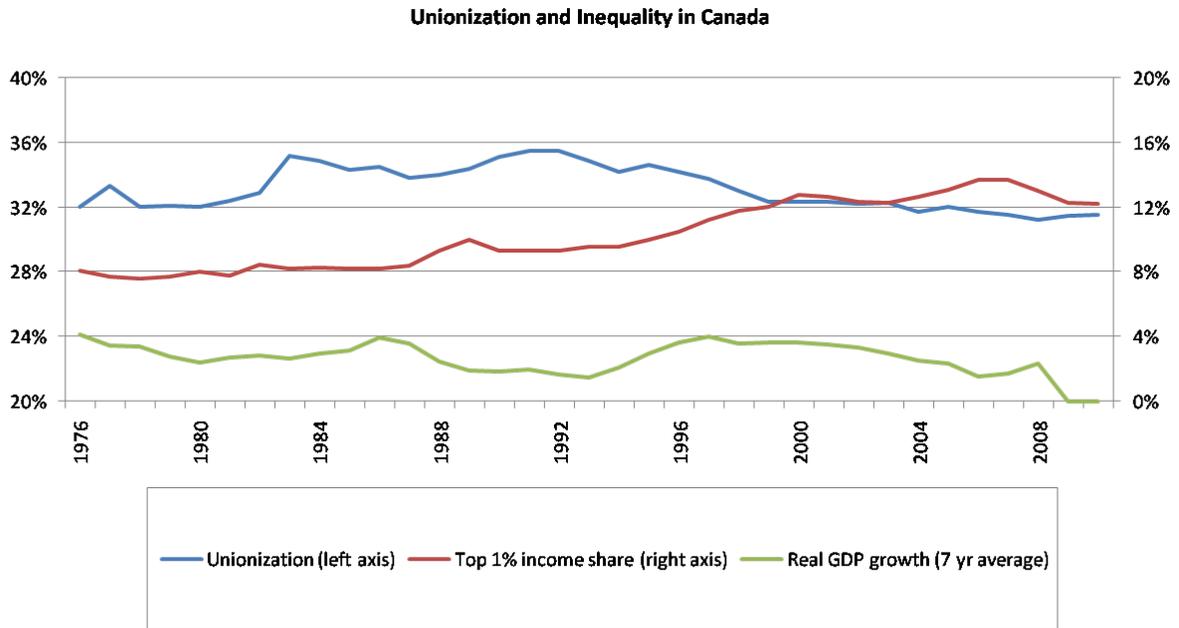
[Rapport sur l'inégalité des revenus et l'équité fiscale, Centre canadien de politiques alternatives :](http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National_Office_Pubs/2007/Eroding_Tax_Fairness_web.pdf)

[http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National\\_Office\\_Pubs/2007/Eroding\\_Tax\\_Fairness\\_web.pdf](http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National_Office_Pubs/2007/Eroding_Tax_Fairness_web.pdf) [en anglais]

Unions Matter, Canadian Foundation for Labour Rights :

[www.nupge.ca/files/publications/CFLR\\_Unions\\_Matter.pdf](http://www.nupge.ca/files/publications/CFLR_Unions_Matter.pdf) [en anglais]

Il existe un lien évident entre la syndicalisation et l'égalité. Lorsque le taux de syndicalisation augmente, l'égalité augmente, et lorsqu'il diminue, l'inégalité des revenus s'accroît, et la part allant au 1 p. 100 des plus riches augmente.



*Graphique 1 : Taux de syndicalisation, modification de la part totale du revenu du 1 p. 100 des plus riches et évolution du PIB réel au Canada, de 1976 à 2010. Le graphique montre qu'avec la diminution du taux de syndicalisation au Canada, la part des revenus allant au 1 p. 100 des plus riches augmente.*

Les salaires du secteur public devraient refléter les valeurs du Canada.

Les inégalités sont en partie causées par l'écart des salaires entre les sexes. La rémunération des femmes dans le secteur public reste inférieure à celle de leurs homologues masculins, mais le fort taux de syndicalisation fait en sorte que cet écart est moindre que dans le secteur privé. Si les femmes dans le secteur public touchaient le même salaire que les femmes exerçant des emplois semblables dans le secteur privé, elles recevraient en moyenne 1 980 \$ de moins par année, ce qui augmenterait sensiblement l'écart salarial entre les hommes et les femmes, ainsi que les inégalités au Canada.

De plus, le taux de syndicalisation plus élevé du secteur public a contribué à l'augmentation des salaires, surtout dans le cas des travailleurs à faible revenu, mais cela ne signifie pas pour autant que la masse salariale est beaucoup plus élevée. En fait, le taux de syndicalisation supérieur du secteur public a pour principal effet de favoriser une plus grande équité salariale, et non des coûts salariaux plus élevés.

La lutte des syndicats pour accroître l'égalité en obtenant des avantages et des augmentations de salaire pour leurs membres incite également les employeurs d'employés non syndiqués à verser de meilleurs salaires. L'échelle syndicale des salaires est plus avantageuse pour les personnes à faible revenu et limite

les salaires des hauts dirigeants. Les syndicats jouent aussi un rôle important dans la création de politiques économiques et sociales plus équitables pour toute la population au moyen d'activités politiques et de défense des droits.

Il n'y a pas que les 30 p. 100 de travailleurs membres de syndicats qui bénéficient des conventions collectives, il y a aussi le reste des 99 p. 100 de la population. Toute autre offensive contre les syndicats ou tentative d'empêcher les travailleurs de se syndiquer ne fera qu'exacerber les inégalités économiques et salariales.

## **La croissance des inégalités nuit aux Autochtones et travailleurs issus de minorités visibles**

Les compressions dans le secteur public frappent plus durement les Autochtones et les travailleurs issus de minorités visibles. De nouvelles compressions ne feront qu'aggraver la situation des groupes victimes de discrimination, dont le revenu est déjà plus modeste que la moyenne, et le taux de chômage et de pauvreté plus élevé.

*Les compressions dans le secteur public aggravent les inégalités surtout parmi les Autochtones et les travailleurs issus de minorités visibles.*

Non seulement les Autochtones ont-ils perdu leurs emplois deux fois plus rapidement que les autres travailleurs pendant la récession, cette perte d'emplois s'est accélérée en 2010, alors que les niveaux d'emplois des autres Canadiens se sont rétablis.

Le taux de chômage des Autochtones était en moyenne de 12,3 p. 100 en juin 2012 comparativement à 7,2 p. 100 pour le reste de la population canadienne. Ces chiffres ne tiennent pas compte des membres des Premières Nations vivant sur des réserves ou dans les Territoires du Nord-Ouest, où le taux de chômage est beaucoup plus élevé. Ils ne comprennent pas non plus les travailleurs qui ont renoncé à chercher un emploi parce qu'ils ont perdu espoir.

Le taux de chômage des travailleurs issus de minorités visibles est beaucoup plus élevé, et le taux de pauvreté et de faibles revenus de ce groupe est au moins deux ou trois fois plus élevé que celui de la moyenne nationale, comme le montrent Sheila Block et Grace-Edward Galabuzi dans leur rapport *Canada's Colour-Coded Labour Market*.<sup>4</sup>

Les compressions dans le secteur public accroîtront les inégalités. Non seulement les femmes et les familles vulnérables et à faible revenu comptent davantage sur les services publics, mais elles sont plus à risque de perdre leur emploi et leur revenu en raison de compressions dans le secteur public, de sous-traitance ou de compressions salariales.

Le SCFP et d'autres syndicats ont élaboré des mesures et des clauses pour réduire les inégalités en milieu de travail, notamment en ce qui a trait à l'équité salariale, l'équité en matière d'emploi, la réduction des obstacles et la réponse aux besoins de travailleurs de différentes origines ethniques.

---

4 Canada's Colour-Coded Labour Market: The gap for racialized workers, Block et Galabuzi, 2011 : <http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/canadas-colour-coded-labour-market> [en anglais]

Toutefois, il est beaucoup plus difficile de faire des progrès en période de compressions et quand le gouvernement et les employeurs n'adoptent pas eux-mêmes des mesures favorisant l'égalité.

## La croissance des inégalités nuit à notre économie

Depuis la crise économique mondiale de 2008, on assiste à un regain d'intérêt pour le problème croissant de l'inégalité des revenus de part et d'autre du spectre politique. De nombreuses études expliquent comment les inégalités contribuent à engendrer des crises économiques et à nuire à la cohésion sociale. Le message général est clair :

*Résoudre le problème de l'inégalité des revenus contribuera non seulement à rendre la société plus juste, mais favorisera aussi la prospérité et l'efficacité de l'économie canadienne.*

L'inégalité des revenus au Canada ne se borne pas à être pire que la moyenne, elle s'accroît plus rapidement.

Dans ses présentations au gouvernement, le SCFP fait valoir depuis des années que les inégalités ne sont pas seulement injustes; elles nuisent à l'économie. Les dépenses des ménages et les dépenses publiques représentent plus de 80 p. 100 du PIB. La faible croissance des salaires a entraîné des taux record d'endettement et a fragilisé la situation économique. Aujourd'hui, même les organismes généralement favorables aux entreprises, notamment le Fonds monétaire international (FMI), le Conference Board of Canada, et, tout récemment, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) sont d'accord avec Warren Buffett et le mouvement Occupy : l'effet de diffusion ne fonctionne pas, il est l'une des causes de la crise financière et il freine la croissance économique. Pour conclure, nous demandons au comité de prendre en considération les recommandations suivantes :

- Apporter des modifications fiscales progressistes afin que les sociétés et les riches paient leur juste part.
- Accroître les investissements publics et les dépenses dans les services publics et les programmes sociaux pour relancer l'économie, créer des emplois et relever le niveau de vie.
- Travailler de concert avec les entreprises, les formateurs et les syndicats pour mettre en place une économie plus innovatrice, plus productive et plus verte.
- Légiférer sur la réglementation afin de mieux contrôler les capitaux et renforcer les pouvoirs de négociation des travailleurs afin que les salaires réels puissent augmenter et contribuer au partage équitable des gains de productivité.

5 avril 2013

wl/cope 491